

LA PRESSE NATIONALISTE AVANT 1954

Par Zahir Ihaddaden
Professeur à l'ISIC, Université d'Alger

L'année 1930 a été marquée par deux grands événements : les festivités du Centenaire qui est la consécration de la colonisation française en Algérie avec tous ses excès et la parution du premier journal algérien : *El-Ouma* qui remet en cause cette consécration en réclamant le rétablissement de la souveraineté algérienne par l'indépendance nationale. C'est donc une période de conflits, de luttes et de crises qui s'ouvre et dans laquelle la presse a joué un grand rôle. Celle-ci va connaître un développement important caractérisé par trois tendances générales. D'une part la presse indigène, favorisée à sa naissance par les autorités coloniales pour servir d'intermédiaire, va plonger finalement dans un déclin, prélude à sa disparition. D'autre part, l'échec du dialogue, que la presse indigène a essayé d'ouvrir, va susciter l'émergence d'une presse nationaliste qui va se diversifier en de multiples tendances pour aboutir à la presse révolutionnaire de la lutte armée. Enfin, avec l'indépendance de l'Algérie, une nouvelle presse va naître sur les cendres de la presse héritée de l'époque coloniale : c'est la presse nationale avec la parution des premiers quotidiens nationaux algériens.

Dans l'exposé qui va suivre, deux aspects importants seront étudiés : 1°) le déclin de la presse indigène et 2°) le développement de la presse nationaliste.

I – Le déclin de la presse indigène.

L'hostilité des autorités coloniales à l'égard de la presse indigène, caractérisé par la disparition de *l'Ikdam* de l'Emir Khaled en 1923 et l'interdiction de *El-Mountakid* (Le Critique) en 1925, n'a cessé de s'accroître depuis. En 1930 la presse "indigène" était muselée et bien gardée. De ce fait, elle ne pouvait que sombrer dans le déclin et laisser la place à la presse nationaliste. Sa

situation peut être caractérisée par une évolution en deux étapes : de 1930 à 1935 la presse "indigène" jouissait encore d'une prépondérance, mais était persécutée par l'administration coloniale, particulièrement la presse de langue arabe. De 1936 à 1942 la presse "indigène" perdit rapidement son influence au profit de la presse nationaliste.

1°) Prépondérance et persécution :

Ce sont les chiffres qui peuvent donner la mesure de cette prépondérance. En effet, de 1930 à 1940, 51 journaux algériens ont été créés dont 4 seulement étaient nationalistes et 47 "indigènes". Sur ces 47 journaux, 30 étaient rédigés en langue arabe, 14 en langue française et 3 bilingues. Aucune période n'a connu autant de titres nouvellement créés. Apparemment la presse "indigène" jouit donc d'une grande vitalité.

En réalité cette prépondérance numérique cache une crise assez grave. 38 titres ont disparu pendant cette période. Pendant la seule année 1933, l'administration coloniale a interdit 6 titres en langue arabe, 3 appartenant à l'association des Oulémas d'Algérie, nouvellement créée et les 3 autres appartenant à Abu-l-Yakdhan, un journaliste de talent qui déploya une grande activité pendant cette période.

L'administration coloniale exerça une répression stricte sur la presse de langue arabe. Sur les 38 titres disparus, 31 étaient de langue arabe. Cet acharnement s'explique par le fait que la presse de langue arabe était considérée comme presse étrangère et son interdiction relevait directement de l'autorité du ministre de l'Intérieur ; un simple rapport négatif du Gouverneur général pouvait déclencher le processus de l'interdiction.

En revanche, la presse de langue française subissait moins les sarcasmes de l'administration coloniale. Mais cette presse prenait ses gardes et ne manquait pas de faire preuve de modération et surtout d'allégeance à la présence française. Malgré cette modération l'accusation de "nationaliste" est vite lancée à la moindre incartade. Paradoxalement, c'est une catégorie de cette presse, liée étroitement aux colons, qui donne le ton. *El-Hack*, un hebdomadaire créé par H.B. Hatab Khelif, le 19 avril 1934, dénonce dans son premier numéro, le nationalisme de la presse

“indigène” : “Notre presse indigène d’Algérie, dit-il, apparaît de toute évidence, aussi pernicieuse aux intérêts de ceux qu’elle prétend défendre qu’aux intérêts des français”. Dans son n° 2 daté du 26 avril 1934, le journal est plus virulent. “... toute notre presse indigène n’a d’autre but que de nous entraîner à pratiquer le plus étroit, le plus fanatique et le plus insensé de tous les nationalisme... nous dresser contre la France et les français...”.

Dans un tel climat de suspicions et d’accusations gratuites et non fondées, la presse ne pouvait que végéter. En matière de nationalisme, elle n’a jamais remis en cause la souveraineté française sur l’Algérie ; il ne s’agit tout simplement que de certaines revendications minimales, comme la création d’écoles pour les musulmans ou l’augmentation du nombre des représentants musulmans dans les conseils municipaux et généraux.

Or depuis l’exil de l’Emir Khaled, ces revendications étaient considérées comme dangereuses par l’administration coloniale et les gouvernements français à Paris.

2°) L’influence de la presse nationaliste :

La méfiance des autorités coloniales fit perdre toute sa crédibilité à la presse indigène qui ne put résister à la montée de la presse nationaliste.

En 1936, l’arrivée au pouvoir en France du Front Populaire allait susciter quelques espoirs en Algérie, particulièrement au Congrès Musulman Algérien formé par les élus et les notables et soutenu par les Oulémas et le P.C.A. M. Kaddache affirme que “l’Union réalisée par les réformistes musulmans et les communistes se fit au détriment de la question nationale, autour d’un programme de rattachement politique de l’Algérie à la France. Elle se fit contre l’Etoile Nord-Africaine, seul parti à défendre l’indépendance de l’Algérie”. Pourtant cette union ne tarda pas à se disloquer et à laisser place aux désillusions. Ce sont surtout les Oulémas qui en furent affectés et Cheikh Abdel-Hamid Ben Badis laissa paraître son amertume dans sa revue *Ach-Chiheb*. On pouvait lire alors dans cette presse des accents de nationalisme, très proches de ceux qu’exprimaient les nationalistes du P.P.A.

En réalité, de 1936 à 1940 on vit naître, autour de Ben Badis et de l’Emir Khaled auparavant un “espoir” couvert d’amertume

et de désillusions et la presse de cette époque traduisit profondément ce désarroi. Aussi bien dans la presse des Oulémas, pourtant persécutée par l'administration coloniale jusqu'en 1935, que dans la presse de certains journalistes très actifs à l'époque et agissant le plus souvent à leur compte et au service d'une idéologie confuse, tels Abou-l-Yakdham, Lamine Lamoudi et Bendjelloul, l'on se plaît à exprimer fortement l'espoir de voir la France entreprendre des réformes en Algérie et voir évoluer celle-ci dans le cadre des institutions françaises. Dans le journal *El-Mirsad* (l'Observateur), paru en 1931 et animé par Tayeb el Okbi et Juglaret, l'éditorial du n° 1 affirmait que le journal est né parce qu'il a reçu assurance des grands responsables démocratiques français que la situation des "indigènes" allaient changer ; "il affirmait qu'il croyait fermement aux promesses des dirigeants français".

Mais ces affirmations ne servaient à rien. L'administration coloniale, contrairement à certains responsables au niveau du Gouvernement, qualifiaient ces "déclarations" de nationalistes à partir du moment où elles évoquaient un changement dans "la situation des indigènes". C'est ainsi que le journal *La Défense* dirigé par Lamine Lamoudi était fiché par la police du département d'Alger comme étant nationaliste-réformiste : le rapport de la Sûreté départementale ajoutait que "les abonnés de ce journal se recrutent parmi les éléments avancés qui professent des sentiments hostiles à l'égard de l'administration". Ce journal était rédigé en langue française et avait en 1939, un tirage de 3.500 exemplaires. Mais malgré la méfiance de la police et malgré de multiples condamnations de son directeur, *La Défense* n'a jamais été interdit. Le journal avait une audience réelle dans le milieu intellectuel algérien, mais sa régularité est surtout due au fait qu'il n'avait jamais exprimé ouvertement et franchement ses sentiments nationalistes. D'ailleurs le journal *El Ouma* ne s'est jamais fait d'illusion sur la position de Lamine Lamoudi, mais semble en revanche le ménager. Dans son numéro du 27 août 1938, *El Ouma* se solidarise avec Lamoudi, après son inculpation. Il ajoute que "Lamoudi n'est pas des nôtres" mais lui adresse un appel à l'Union.

L'exemple de *La Défense*, illustre par ailleurs, la semi-liberté dont semble avoir joui la presse "indigène", à partir de 1936,

année qui coïncide avec le retour de Violette, comme Gouverneur général. A l'inverse des journaux nationalistes qui étaient persécutés, l'ensemble de la presse indigène semble avoir retrouvé une stabilité à la veille de la deuxième Guerre mondiale. Mais l'audience de celle-ci semble aller en diminuant, au profit de la presse nationaliste. La moyenne des tirages de cette presse, dépassait difficilement 2.000 exemplaires, *La Défense*, étant le journal qui possède le plus fort tirage avec *El-Bassair* (4.000 exemplaires en 1939). Ces chiffres indiquent bien les limites de l'audience de ces journaux. Bien rédigés et assez mesurés dans leurs affirmations, ils n'étaient pas fait pour une diffusion populaire ; ils étaient uniquement distribués dans les centres importants. En revanche la presse nationaliste, malgré les entraves administratives et judiciaires, s'assurait une large diffusion et pénétrait méthodiquement dans les douars algériens.

Avec les désillusions politiques et l'avancée du nationalisme, la presse "indigène" disparut au cours de la deuxième guerre mondiale. De sorte qu'en 1945, elle fut réduite à une figuration presque insignifiante. Elle laissa place à la presse nationaliste.

II – La Presse Nationaliste.

C'est le journal *El-Ouma* qui symbolise la percée de la presse nationaliste en Algérie. Le développement de cette presse avec ses différentes tendances suivra dans une deuxième période.

1°) Le journal *El-Ouma* :

Très longtemps, le journal *El-Ouma* qui signifie d'ailleurs la nation, fut le symbole du nationalisme en Algérie. Organe de l'Etoile Nord-Africaine, il contribua efficacement à la diffusion des idées politiques de ce groupement. En Algérie, il lutta farouchement contre la presse "indigène" et contre les vellétés de la politique de l'assimilation. Dans cette brève esquisse de l'histoire de la presse algérienne avant 1965, ce journal mérite qu'on lui consacre une plus grande place.

C'est en octobre 1930 qu'*El-Ouma* parut à Paris. Aucune des bibliothèques publiques en France ou en Algérie ne possède la collection complète de ce journal. La Bibliothèque nationale de

Paris en possède 14 numéros : 28, 37, 59, 61, 63, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71 ; le dernier numéro de cette collection — qui existe en micro-films à la Bibliothèque nationale d'Alger — est daté d'avril 1939. Il y a tout lieu de croire que cette date soit aussi celle de la disparition d'*El-Ouma*. C'est un journal qui a duré donc 9 années qui correspondent à la période d'expansion du nationalisme algérien. Il reste donc un document de première main pour la connaissance de ce nationalisme.

Malheureusement les premiers numéros n'existent pas et il est impossible de décrire ce journal à ses débuts. Le n° 28 qui est donc le plus ancien de la collection de la B.N. est daté du mois de décembre 1934. A cette date *El-Ouma* portait les indications suivantes : la direction politique était assurée par Messali Hadj ; l'administration et la rédaction en chef par Immace Amar ; la rédaction par Al-Djazairi, Abd-El-Hack et El-Ansari ; la gérance par Si Djilani. Le siège du journal était au 19, Rue daguerre, Paris 14^{ème} et il sortait de l'imprimerie spéciale d'*El-Ouma* 20, Rue Delambre, Paris 14^e.

Dans les mémoire de Messali Hadj, ce dernier affirmait qu'il avait créé *El-Ouma*. Il y a lieu de croire aussi que les noms donnés par le n° 28 constituent le noyau central qui a lancé le journal. Mais des changements intervinrent par la suite, particulièrement au niveau de l'administration et de la gérance qui fut confiée dès 1935 à Chaâbane Ali ; la direction politique ne changea guère jusqu'à la disparition du journal en 1939.

El-Ouma était édité en langue française sur 4 pages de 5 colonnes. Il était mensuel et irrégulier ; plusieurs numéros étaient jumelés sur deux ou trois mois. En 1937 il avait annoncé, au moment de la création du Parti du Peuple Algérien (P.P.A.) qu'il allait devenir hebdomadaire, mais ce vœu ne fut jamais réalisé. Son tirage était de 2 à 3.000 exemplaires du départ pour atteindre en 1934, 15.000 exemplaires.

El-Ouma s'intitulait "Organe de défense des intérêts des musulmans algériens, marocains et tunisiens". Il était le porte-parole de l'Etoile Nord-Africaine. Aussi bien l'Etoile qu'*El-Ouma* avaient vocation pour exprimer les revendications de toute l'Afrique du Nord ; mais très rapidement, ils furent surtout les porte-voix du nationalisme algérien. Statutairement, il n'avait pas de lien avec l'Etoile Nord-Africaine, ni avec la glorieuse Etoile

Nord-Africaine qui lui succéda. C'est pour cela d'ailleurs qu'*El-Ouma* ne fut pas inquiété après l'interdiction de l'Etoile et qu'il continua à défendre les idées de cette dernière.

Par ailleurs c'est autour d'*El-Ouma* que s'organisa le parti nationaliste algérien aussi bien en France qu'en Algérie. Selon M. Kaddache *El-Ouma* était soutenu en France par des comités d'amis, "les cafetiers et hôteliers sont ses meilleurs propagandistes. Pour A. Benoune l'implantation de l'Etoile à Alger et en Algérie est liée à la diffusion d'*El-Ouma*."

La pénétration des idées nationalistes grâce au journal *El-Ouma* a atteint déjà en 1934, des proportions qui inquiétèrent les autorités coloniales. Certains rapports de police, cités par M. Kaddache signalent des saisies du journal dans des douars les plus reculés. L'auteur ajoute par ailleurs : "Les services du Gouvernement général attirèrent à maintes reprises l'attention du ministère de l'Intérieur sur les graves répercussions qu'avaient les articles d'*El-Ouma* sur l'esprit des "indigènes".

En 1937, après la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine, c'est autour du journal que les militants de ce parti s'organisèrent en créant partout des comités appelés "Les Amis d'*El-Ouma*". Le journal lança des appels pour continuer la lutte en son nom et jusqu'à la création du P.P.A., la même année, c'est *El-Ouma* qui servit de couverture à l'organisation du mouvement nationaliste.

El-Ouma utilisa un style direct et attaqua violemment la colonisation et ceux qui la soutiennent parmi les "indigènes". Dans le numéro de janvier 1934 on peut lire : "N'y aurait-il pas en Afrique du Nord une centaine de mille de braves qui donneraient leur sang non pas à Verdun contre une nation qui ne nous a pas attaqués mais contre l'impérialisme, contre les aventuriers qui nous oppriment et nous asservissent. Quand pourrions-nous congédier les intrus qui sont campés chez nous, dans notre sol, qui mangent notre pain quotidien, ceux auxquels nous cirons les chaussures et nous traitent en esclaves". Il y a là des accents que nous retrouvons dans tous les nationalismes extrémistes et qui arrivent à galvaniser les foules opprimées. Dans un autre extrait cité par M. Kaddache *El-Ouma* prend le contre-courant des idées défendues par l'élite indigène et appelle à la mobilisation : "Peuple algérien, dans les circonstances actuelles, sois brave, fort, débarrasse-toi de toute crainte, et ne te laisse pas

manœuvrer par aucune combinaison électorale, prends le programme de revendications générales de ton parti national et fait-en ton drapeau et demande partout son application. Les Bénéoui-oui, les traitres, les france quillons, les naturalisés, les amis de l'impérialisme, il faut mettre tout ce monde d'exploiteurs dans le même sac, et le renvoyer là où il mérite d'être renvoyé..."

El-Ouma s'en prend également au Congrès musulman de 1936 et dénonce sa collusion avec les autorités coloniales, mais le journal ménage ses adversaires qu'ils jugent sincères, tels que le Cheikh Ben Badis ou Lamine Lamoudi. Dans le n° 66 du 27 août 1938, *El-Ouma* se solidarise avec ce dernier qui venait d'être inculpé par les autorités coloniales. Il affirme que Lamoudi "n'est pas des nôtres" mais lui adresse un appel à l'union.

Mais l'union de tous les nationalistes sincères ne se réalisa que plus tard. Avant 1940, *El-Ouma* menait le combat seul, contre toute la presse "indigène" en déclin. Le mouvement nationaliste créa d'autres journaux qui ne durèrent pas : *Le Peuple Algérien* en 1935 ; *Le Parlement Algérien* en 1939, tous deux en langue française et *Ach-Chaâb* en 1937 en langue arabe. Ces journaux furent interdits. A côté d'*El-Ouma*, ils continuèrent à paraître clandestinement. Leur action contribua à accélérer le déclin de la presse indigène et à favoriser le développement de la presse nationaliste.

2°) Le développement de la presse nationaliste :

Avant 1940, seule la presse éditée par l'Etoile Nord-Africaine et le P.P.A. pourrait être considérée comme nationaliste par la radicalisation des revendications qu'elle exprimait. En revanche, après cette date, l'union éphémère organisée autour du manifeste algérien présenté par les élus indigènes aux Alliés se trouvant à Alger en 1942-43, allait donner naissance à une variété de journaux nationalistes se réclamant des nouveaux partis issus de cette union ; il s'agit du P.P.A.-M.T.L.D. ; de l'U.D.M.A. ; des Oulémas et plus tard le parti communiste. Tous ces partis avaient créé des périodiques qui plus ou moins défendaient les idées nationalistes.

C'est ainsi que sur une quarantaine de titres paraissant entre 1940 et 1962, la moitié était nationaliste, l'autre moitié avait

surtout un caractère culturel ou religieux ; trois journaux seulement étaient "indigènes" ; ils furent tous les trois créés avant 1940 et maintenaient leur tirage à 2 ou 3.000 exemplaires.

Cette évolution de la presse algérienne révèle en réalité la grande mutation que la politique algérienne a connu depuis 1940. La deuxième Guerre mondiale a en effet affaibli considérablement la France. Sortie meurtrie et divisée de cette dure épreuve, elle n'a pas su comprendre les aspirations du peuple algérien qui a pourtant contribué largement à son effort de guerre. Bien plus, devant des manifestations pacifiques organisées le 8 mai 1945 dans différentes régions de l'Algérie par le mouvement des Amis du Manifeste et de la Liberté (A.M.L.) une répression impitoyable s'abattit sur des populations, habituées déjà au caractère inhumain de la "récompense" coloniale.

Cette répression allait accentuer davantage la radicalisation du mouvement nationaliste. Si, après la première Guerre mondiale, l'Emir Khaled avait su exploiter la contribution algérienne à l'effort de guerre et avait réussi à le faire avec beaucoup d'énergie, pendant une période de trois ans uniquement, il est vrai, en revanche après la seconde Guerre mondiale, les réformistes, ignorant l'expérience de Khaled s'engagèrent dans la même voie du dialogue, mais avec moins de réussite. Se séparant, avec fracas des nationalistes radicalistes, ils résolurent fermement de dialoguer et de revendiquer des droits électoraux. Suspendus ainsi entre le rêve et la réalité, ils ne furent entendus ni par la "Métropole", ni par le peuple algérien. Au contraire, aux élections à l'Assemblée algérienne de 1948, les résultats réels, non truqués comme ils le furent au moment de leur proclamation, ne donnèrent aucun élu aux candidats favorables à l'administration et un seul élu aux partisans de l'U.D.M.A. ; le P.P.A.-M.T.L.D. fut plébiscité par le peuple algérien.

Les élections décidèrent en réalité du sort de l'Algérie car comme en 1919, des droits octroyés (le statut de l'Algérie de 1946) furent vite vidés de leur contenu. Il s'agissait alors soit de refaire la même expérience tentée par Khaled, soit d'affronter résolument les conséquences de l'aveuglement colonial et tirer les enseignements nécessaires de l'expérience "indigène" longue maintenant de plus de cinquante ans.

Ce sont ces deux voies que suivirent séparément les partis nationalistes. Le P.P.A.-M.T.L.D. revendiqua clairement l'indépendance de l'Algérie tandis que l'U.D.M.A. ne fit de la souveraineté algérienne qu'une aspiration lointaine et s'attacha à réclamer des réformes.

En réalité, le parti nationaliste radical, le P.P.A.-M.T.L.D., a toujours été seul à être à l'écoute de l'aspiration profonde du peuple algérien. Déjà en 1936, lors du Congrès Musulman, il exprima cette aspiration mais il ne put se faire entendre des congressistes. Les Oulémas, tous disposés idéologiquement, à militer pour un nationalisme musulman, lui tournèrent le dos et s'allièrent à l'U.D.M.A.. Ce dernier, séduit un moment, pendant les circonstances particulières de la guerre, par une alliance avec le P.P.A., se détacha de lui à la première occasion. Le Parti Communiste Algérien ne fut algérien qu'après 1945, mais il ne cessa pas de subordonner la lutte nationale à la lutte internationale. Cette attitude extrémiste attira sur le P.P.A. les foudres de l'administration coloniale. Il fut interdit au début de la deuxième Guerre mondiale et sa presse fut persécutée. Il rentra dans la clandestinité, ainsi que sa presse. Mais un grand travail en profondeur a été déjà fait aussi bien par les militants organisés que par la diffusion de ses journaux.

D'ailleurs dans ce dernier domaine, comme le montre bien l'exemple d'*El-Ouma*, le P.P.A. eut une grande activité. De 1930 à 1954, il créa 15 journaux en langue française ou arabe. Il donna son soutien à certains journaux qui approuvaient son programme politique, tel le journal "*La Justice*", créé en 1934 ou *El-Maghrib el arabi* en 1947 et *El-Manar* en 1951.

En 1949-50, la presse du P.P.A. avait atteint un tirage global par numéro de près de 50.000 exemplaires. La diffusion de cette presse était faite à la criée par les militants de ce parti ; elle circulait aussi de main à main et des lectures collectives s'organisaient parfois dans les douars éloignés ou dans les centres populaires des grandes villes. Cette presse parvenait ainsi à entretenir une "agitation" permanente autour de campagnes choisies uniquement dans le but de renforcer au sein du peuple algérien la conscience d'une nécessaire lutte pour arriver à l'indépendance. Très souvent, l'autre presse nationaliste, se voyait ainsi entraînée à soutenir des campagnes, malgré elle, en raison de l'adhésion des masses

et du soutien que ces campagnes trouvaient auprès d'elle. *Alger-Républicain* venait s'y joindre également. C'est ainsi que la répression de Sidi Ali Bounab en 1950 fut dénoncée unanimement par la presse nationaliste à l'initiative de l'*Algérie Libre*.

Il apparaît donc que cette presse avait une originalité qui la distinguait de l'autre presse. A cet égard, la presse de l'U.D.M.A., des Oulémas et du parti communiste algérien ne présente pas une grande différence avec la presse dite "indigène"; dans une certaine mesure, elle est moins combative que l'*Ikdam* de Khaled ou *La Tribune Indigène* de Victor Spielmann. D'ailleurs elle ne fut presque pas inquiétée par l'administration coloniale. Alors que la presse du P.P.A. était systématiquement l'objet de saisies, d'entraves administratives ou d'interdictions, l'autre presse nationaliste subissait uniquement quelques difficultés administratives et continuait prestement sa parution jusqu'en 1956.

L'Union Démocratique du Manifeste Algérien (l'U.D.M.A.) qui est l'héritière du mouvement des Amis du Manifeste et de la Liberté (A.M.L.) fondé en 1943, ne créa que trois journaux entre 1943 et 1956 : deux en langue française et un en langue arabe. *La République Algérienne* fut d'une remarquable régularité ; à la fin de l'année 1949, ce journal portait déjà le n° 205. *El-Bassair*, journal des Oulémas ne fut jamais saisi, ce journal paraissait également avec une régularité parfaite.

Alors que de 1925 à 1935, les Oulémas créèrent successivement 6 journaux dont la plupart n'ont eu qu'une existence éphémère, de 1935 à 1962, ils n'en créèrent qu'un seul *Ach-Chu'la*, journal satirique et culturel. Le parti communiste algérien déploya un peu plus d'initiative par la création de journaux syndicalistes, mais sa presse ne fut jamais inquiétée sérieusement. *Alger-Républicain* quotidien d'obédience marxiste, agitait très souvent le spectre de la persécution ; il organisait fréquemment des campagnes de soutien au journal ; mais sa parution ne fut jamais interrompue jusqu'en 1955, sauf pendant la deuxième Guerre mondiale.

La régularité de la presse de ces trois organisations politiques tranche nettement avec les périodes d'éclipses très fréquentes de la presse du P.P.A. En réalité, c'est la modération politique de ces journaux qui a été le garant de leur régularité. Pour l'administration coloniale, il ne représentait aucun danger. Avec eux,

éventuellement un dialogue pourrait s'engager. Cette presse qui rappelle beaucoup la presse "indigène" d'avant la première Guerre mondiale était tolérée par la colonisation.

Celle-ci persécutait inlassablement la presse du P.P.A. clandestine. En 1953-54, les luttes intestines de ce parti, atténuèrent quelque peu l'hostilité de l'administration coloniale à son égard. Sa presse ne se privait plus de rendre publiques les dissensions internes. D'ailleurs chaque tendance avait son journal. *L'Algérie Libre* devenait l'organe des Messalistes et les Centralistes lancèrent de nouveau la nation algérienne.

Ces deux derniers journaux ne durèrent pas longtemps. Ils disparurent avec le déclenchement de la Révolution. Tous les autres journaux nationalistes ne tardaient pas à disparaître pour laisser la place aux journaux de la Révolution : ceux du FLN.